

Une originalité portugaise

Le *Bloco*, un mouvement radical... et unitaire !

Le *Bloco de Esquerda* (Bloc de Gauche ou BE) est né en 1999 d'une démarche unitaire, en tant que fusion de trois organisations profondément liées à la Révolution des Œillets de 1974-75 : l'*União democrática popular* (UDP), une ancienne organisation maoïste ; le *Partido Socialista revolucionário* (PSR), la section portugaise de la Quatrième Internationale et *Política XXI*, une petite scission eurocommuniste du Parti communiste portugais

Au tout début, l'idée était une fédération, et les organisations constitutives ont d'ailleurs continué à exister parallèlement au *Bloco*. Mais très vite, des militants, attirés par la dynamique de l'unité, ont demandé à pouvoir devenir membres au *Bloco* sans adhérer à l'une de ses organisations constitutives. À l'inverse du Front de gauche en France – où le PCF a toujours absolument refusé l'idée des « adhésions directes » –, le *Bloco* en a fait sa stratégie de construction et assez rapidement, la majorité des membres ne furent plus d'anciens militants des trois groupes. Puis, les trois groupes se sont dissous comme partis pour devenir de simples « associations » dans le *Bloco*, mais elles représentaient encore des *alas* (ailes, ou tendances). Le pas suivant a été la dissolution des ailes. Le droit de tendance (vote par motions) continue à être reconnu, mais ce sont des regroupements au cas par cas.

On peut classer le BE à l'extrême gauche, mais dès le départ, il a été sensible à la problématique du rassemblement de toute la gauche. Il a développé des campagnes de mobilisation comme sur le droit à l'avortement ou le mariage pour tous, permettant une large unité. Et par deux fois, il a soutenu un candidat socialiste à la présidentielle, étant officiellement associé à la campagne, sans présenter de candidat propre. Mais cela est devenu impossible quand le PSP, sous le premier ministre Socrates (d'ailleurs accusé de corruption), a pratiqué un programme de soumission à l'Union européenne, ce qui devait mener au désastre électoral de juin 2011, quand la gauche a reculé (y compris le BE, passant de 9,9 à 4,6 % des voix) et que la droite a gagné les élections, puis appliqué un programme de violence sociale inouïe, allant même plus loin que ce que demandait la Troïka (UE-BM-FMI).

Le ferment de l'unité

Entretemps, les dirigeants fondateurs du BE ont eu l'intelligence de se retirer, cédant la place à une nouvelle génération de dirigeant·e·s, notamment un trio féminin de choc, extrêmement populaire dans le pays pour la pertinence des interventions, fortement documentées, qu'elles font, notamment à l'Assemblée. Pour les élections législatives du 4 octobre 2015, le PSP a fait une très mauvaise campagne, sur un programme droitier, se proposant de continuer les attaques contre les salariés. La droite risquait de repasser... C'est alors que Catarina Martins, porte-parole du BE, interpella, lors d'un débat à la télévision, António Costa, *líder* socialiste et lui dit que, s'il abandonnait une série de mesures antisociales, elle serait « *disponible pour parler d'un gouvernement qui puisse sauver le pays* ». Il faut se souvenir que *jamais* depuis 1974, le PS n'avait accepté de nouer des alliances sur sa gauche. Mais la campagne en fut changée. La droite a de nouveau eu le plus fort score (38,5 %), mais elle n'avait plus la majorité absolue. Le PS recula encore (32,3 %). Mais les deux partis anti-libéraux eurent d'excellents scores (8,25 % pour le PCP et près de 10,2 % pour le BE) et doublèrent le nombre de leurs députés – le système électoral portugais étant proportionnel.

On avait donc une situation où, soit le PS s'abstenait à l'Assemblée pour faire repasser le Premier ministre de droite – ce qui aurait provoqué une crise profonde avec sa base sociale –, soit il acceptait de conclure des accords avec le PCP, les Verts et le BE. Il eut l'intelligence de faire ce choix et le PCP, réticent, a été obligé d'entrer dans la logique des accords. *Il n'y a donc pas de gouvernement d'union de la gauche au Portugal !* Mais une situation dans laquelle un gouvernement socialiste minoritaire est rendu viable de l'extérieur par la gauche antilibérale. Le résultat est positif : le pouvoir

d'achat a légèrement remonté, l'économie a été relancée, ce que même l'UE a été obligée de reconnaître.

Vigilance face au PSP

Le BE reste très vigilant, votant le budget, mais se déterminant **pour** le reste des lois proposées par le PSP au cas par cas. Ce dernier, de ce fait, cherche parfois le soutien des députés de droite (par exemple pour des privatisations bancaires). Mais il est obligé de respecter les promesses faites au PCP et au BE ; sinon, il tombe ! Déjà certains, à droite, relancent l'idée d'un gouvernement entre le PS et la droite, mais António Costa a rejeté cette hypothèse. Il n'en reste pas moins que c'est l'existence d'une forte gauche antilibérale qui viabilise l'accord avec le PS. Mais il est tout aussi vrai que c'est parce que Catarina Martins a proposé une unité partielle au PS que le BE a doublé le nombre de ses députés ! Les prochaines élections sont en octobre 2019. Les sondages indiquent une remontée du PS, qui a eu d'excellents résultats aux municipales de 2017. Quant au BE, il veut continuer son « soutien externe » jusqu'à la fin de la législature, sauf capitulation du PS devant l'UE sur une question majeure. Au Portugal, ce n'est pas le « populisme » qui est à la mode, mais le clivage gauche-droite !

Michel Cahen, militant de Ensemble !